

ECUBLENS - TENNIS - CLUB

STATUTS DE LA SOCIETE

I, NOM SIEGE, BUT, RESPONSABILITE

Article premier

Il a été fondé en juin 1935, sous la dénomination de ECUBLENS TENNIS-CLUB {E.T.C.) une association de personnes, organisées dans le sens de l'art. 60 du C.C. Son siège est à Ecublens. Sa durée est illimitée.

Article 2

Le Club a pour but de pratiquer et de développer le tennis.

Il poursuit ce but :

- a) en réunissant les personnes s'intéressant à ce sport,
- b) en organisant, en dehors des heures d'entraînement, des rencontres, championnats, etc.

Article 3

Le Club ne fait aucune distinction de profession, de confession et de nationalité. Il n'adhère à aucun parti politique.

Article 4

Le Club peut s'affilier à une association de tennis régionale, cantonale ou fédérale.

Article 5

Les engagements du Club ne sont garantis que par l'avoir social. Les membres sont engagés personnellement vis-à-vis de la Société.

II. MEMBRES

Article 6

Le Club se compose des membres suivants :

a) Membres actifs

- seniors
- dames
- juniors (garçons et filles jusqu'à 18 ans)
- étudiants (de 18 ans dans la saison jusqu'à 25 ans)

- membres fondateurs
- membres honoraires
- membres d'honneur

b) Membres passifs

Article 7

Peuvent faire partie du Club, les personnes ayant qualité d'amateur ou de professionnel.

Article 8

L'honorariat peut être accordé par l'assemblée générale sur la proposition du Comité, aux personnes suisses et étrangères qui ont contribué à la prospérité et au renom du Club, et pour autant que ceux-ci aient 10 ans d'activité dans la Société. Les membres honoraires ont les mêmes droits que les membres actifs. Les membres d'honneur sont nommés par le Comité.

Article 9

Le Comité décide de l'admission de nouveaux membres. Cette admission ne devient effective que lorsque la finance d'entrée et la cotisation pour la saison en cours ont été acquittées.

Article 10

Les personnes désirant faire partie du Club doivent en faire la demande par écrit au Comité.

Article 11

Si le Comité s'oppose à l'admission d'un membre, il n'est pas tenu d'indiquer les motifs de sa décision.

III. CONTRIBUTIONS

Article 12

La cotisation annuelle est fixée chaque année par l'assemblée générale.

Les juniors paient une cotisation inférieure à celle des autres membres actifs.

Article 13

Le délai pour le paiement de la cotisation annuelle échoit le 31 mai.

Article 14

Une finance d'entrée, fixée annuellement par le Comité, est perçue de tout nouveau membre actif.

Article 15

Le Comité peut décider le lancement d'un emprunt (parts, etc.). Une réglementation spéciale définira exactement la situation des porteurs de parts vis-à-vis de la Société.

Article 16

Des contributions spéciales peuvent être décidées par l'assemblée générale.

IV. DEMISSIONS, RADIATIONS, CONGES, AMENDES

Article 17

Pour être valable, toute démission doit être adressée au Président du Club pour le 30 avril. Passé ce délai, la cotisation est due pour l'année entière. La démission n'est acceptée que si le démissionnaire est financièrement en ordre vis-à-vis du Club.

Article 18

Un membre démissionnaire peut demander une réadmission, laquelle est de la compétence du Comité. Il n'est pas perçu de nouvelle finance d'entrée, ceci pour autant que la réadmission intervienne dans les trois ans après la démission.

Article 19

Les membres quittant pour une saison tennistique complète, au moins, la contrée, peuvent demander un congé pour la durée de leur absence. La demande de congé doit être adressée par écrit au Président pour le 30 avril de chaque année. Passé ce délai, la demande en congé ne sera pas prise en considération. Il est fixé une cotisation pour membres en congé.

Article 20

Les membres dont l'état de santé ne permet pas, pendant une certaine période, la pratique du tennis, peuvent solliciter un congé. Une demande dans ce sens doit être adressée au Comité et renouvelée chaque année. Cette demande sera accompagnée d'un certificat médical.

Article 21

Tout membre qui n'a pas payé sa cotisation, après due sommation adressée par le Comité, est radié de la Société.

Article 22

Les membres qui nuisent au Club, enfreignent ses statuts, ne se conforment pas aux décisions prises, portent atteinte à sa réputation ou à l'honneur de ses membres, peuvent être exclus.

La décision d'exclusion appartient au Comité. Elle est prise à la majorité simple. L'objet doit figurer à l'ordre du jour d'une séance et le membre intéressé, qui sera convoqué par lettre

recommandée, a le droit de présenter personnellement sa défense ou de confier celle-ci à un membre actif ou honoraire.

Le membre exclu ne peut être réadmis dans la Société qu'après un délai de cinq ans. Le Comité est seul compétent pour décider de la réadmission.

Article 23

Des amendes peuvent être prononcées par le Comité pour des fautes administratives ou des cas sans grande gravité (infractions au règlement établi par le Comité, absences multiples aux assemblées et divers).

Article 24

Les membres quittant la Société par démission, radiation ou exclusion perdent tout droit à l'avoir du Club.

V. DROITS ET DEVOIRS DES MEMBRES

Article 25

Pour autant qu'ils soient en règle avec la caisse, tous les membres bénéficient des avantages obtenus par la Société. Les membres ayant qualité d'amateur ont le droit de participer aux manifestations sportives organisées par le Club.

Les rencontres, championnats et autres sont organisés sur la base d'un règlement élaboré par le Comité.

Article 26

Tous les membres actifs, à l'exception des juniors, ont le droit de vote. Les juniors et les membres passifs n'ont que voix consultative.

Article 27

Les rapports amicaux entre les membres, une étroite solidarité dans la pratique du tennis, comme dans toutes les questions intéressant le développement de ce sport, forment la base de l'activité du Club et constituent le devoir essentiel de chaque membre.

VI. ORGANES DE LA SOCIETE

Article 28

Les organes de la Société sont :

1. Les assemblées des membres, c'est-à-dire :
 - a) L'assemblée générale ordinaire (AGO)

b) Les assemblées générales extraordinaires (AGEO)

2. Le Comité

3. La Commission de vérification des comptes

Article 29

L'année comptable va du 1er novembre au 31 octobre.

VII. ASSEMBLEES

Article 30

La Société tient une assemblée générale ordinaire annuelle en automne avec l'ordre du jour statutaire suivant :

- a) Adoption du procès-verbal de l'assemblée générale précédente
- b) Approbation des rapports du Comité
- c) Décharge au comité pour sa gestion et aux vérificateurs pour leur mandat
- d) Election du Président, des autres membres du Comité et des membres de la Commission de vérification des comptes, commission composée d'un contrôleur et d'un suppléant. Les deux membres de la Commission de vérification des comptes sont élus pour 2 ans. La première année, ils fonctionnent comme suppléant, la deuxième comme contrôleur. Au terme de son mandat, le contrôleur est remplacé dans sa fonction par le suppléant, de sorte que l'AGO est appelée à élire chaque année un nouveau suppléant.
- e) Adoption du budget et fixation des contributions annuelles.

Article 31

Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées pour les cas prévus aux art. 51 et 52, ainsi qu'à la demande du Comité ou de la moitié des membres actifs.

Article 32

Toute assemblée pour être régulière doit être convoquée par le Comité au moins 10 jours à l'avance.

Article 33

Sauf exception prévue par les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ayant droit de vote. Les votations ont lieu au bulletin secret ou à main levée. En cas d'égalité des voix, le Président départage.

Article 34

Les élections se font à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative aux tours suivants. Elles ont lieu au scrutin secret ou à main levée.

Article 35

Les membres ont l'obligation d'assister aux assemblées régulièrement convoquées.

VIII. COMITE

Article 36

Le Club est administré par un Comité composé de 3 à 7 membres.

Article 37

Le Comité est nommé par l'Assemblée générale pour la durée d'une année. Le Comité sortant de charge est rééligible. Les membres actifs et honoraires ayant la qualité d'amateur peuvent seuls faire partie du Comité.

Article 38

Le Comité se constitue lui-même sous l'autorité du Président. Il se réunit lorsque le Président le juge nécessaire ou sur la demande de deux de ses membres.

Article 39

Le Comité a le droit de se compléter de son propre chef au cours d'une période administrative. Il peut se faire seconder par des membres externes. Ceux-ci ont voix consultative.

Article 40

Les attributions du Comité sont :

- a) la direction des affaires courantes
- b) l'application des statuts et des règlements de tournois, championnats et divers
- c) l'exécution des décisions prises par le Club
- d) l'examen des propositions qui lui sont soumises et l'étude des questions relatives au développement du tennis
- e) l'admission de nouveaux membres.

Article 41

Le Président et un des membres du Comité représentent conjointement le Club vis-à-vis des tiers. Leurs signatures engagent la Société.

Article 42

Le Comité peut décider de son propre chef toute dépense courante d'entretien, etc., nécessitée par l'activité normale du Club. Les dépenses extraordinaires telles que la construction de nouvelles installations, bâtiments, etc. sont décidées par une assemblée générale.

Article 43

Les fonds disponibles sont placés dans un établissement bancaire offrant toute garantie. Pour les retraits, la signature du Président ou du caissier sont nécessaires. Le caissier ne peut conserver en caisse une somme supérieure à Fr. 100.- . Aucune somme ne sera placée ou engagée sans le consentement du Comité.

Article 44

Le Président a la direction et la surveillance générale de la Société. Il convoque les séances du Comité. Il s'assure de la bonne gestion de ses collaborateurs. Il représente le Comité vis-à-vis des membres du Club et le Club envers des tiers. Il présente à l'assemblée générale un rapport écrit sur l'activité administrative du Club durant l'exercice écoulé.

Article 45

Le secrétaire s'occupe de la correspondance et des convocations aux assemblées du Club. Il rédige les procès-verbaux. Il est chargé de la conservation des archives.

Article 46

Le caissier tient la comptabilité et perçoit les contributions dans les délais statutaires ou prévus par les organes compétents du Club.

Article 47

Les comptes-rendus à faire paraître dans la presse, concernant les manifestations sportives du Club, sont du ressort du Comité.

Article 48

Un responsable du matériel est nommé au sein du Comité. Il tient un contrôle du matériel appartenant au Club et a la responsabilité de son entretien. Il s'occupe également de la surveillance des bâtiments et des courts et entreprend les démarches pour faire réparer toutes déficiences qu'il aurait pu constater. Il fait des propositions au Comité pour toute amélioration ou achat d'installations. Il organise d'entente avec le Comité le service relatif au club-house, buvette, etc.

Article 49

Les membres du Comité peuvent être indemnisés équitablement pour leur travail au sein de la Société. Les indemnités annuelles sont fixées par l'assemblée générale.

Article 50

La Commission de vérification se compose d'un membre et d'un suppléant. Celle-ci vérifie au moins une fois par année les livres et la caisse du Club et présente à l'assemblée générale un rapport écrit, accompagné éventuellement de propositions.

IX. DEROGATIONS AUX STATUTS

Article 51

Une dérogation aux statuts, pour être valable, doit obtenir la majorité simple des votants. Elle ne peut être décrétée que par une assemblée générale dont l'ordre du jour fait mention de cet objet. La durée de validité d'une dérogation ne peut excéder la période administrative au cours de laquelle elle a été votée.

X. REVISION DES STATUTS

Article 52

Les présents statuts peuvent être révisés en tout temps sur la proposition du Comité ou sur la demande de la moitié des membres actifs et honoraires lors d'une assemblée générale. Pour être valable, toute révision doit être acceptée à la majorité simple des votants.

XI. DISPOSITIONS FINALES

Article 53

Le Comité veille au respect et à l'exécution des présents statuts lesquels pourront être complétés par d'autres règlements établis par ses soins.

Article 54

Tout cas non prévu par les statuts est tranché par le Comité. Il pourra être recouru, par écrit, contre cette décision à l'assemblée générale.

Article 55

Ces statuts révisés entrent immédiatement en vigueur après la décision de l'assemblée générale du 15 novembre 1974 et remplacent les statuts actuels de l'année 1935.

Le Président :
F. Bourquin

Le Secrétaire :
M. Recordon

Ecublens, ce 15 novembre 1974